Internationale de l'Éducation

5 revendications clés

pour le Sommet mondial sur les enseignant·e·s

« Il est temps de passer des recommandations à l'action. Les gouvernements doivent dégager des moyens et mettre en œuvre les recommandations des Nations Unies. Le message de l'Internationale de l'Éducation est sans équivoque : sans une action immédiate en matière de recrutement, de rétention, de bien-être professionnel et un véritable dialogue social qui respecte les enseignants et enseignantes en tant que professionnels, les objectifs mondiaux en matière d'éducation resteront des promesses vides. »

Mugwena Maluleke, président, Internationale de l'Éducation

Le Sommet mondial sur les enseignant·e·s constitue une occasion sans précédent de passer des paroles aux actes. La première réunion de haut niveau depuis le lancement des Recommandations du Groupe de haut niveau des Nations Unies sur la profession enseignante est un moment important pour faire le point sur les efforts déployés jusqu'à présent et tracer la voie à suivre. Ce sommet nous donne l'occasion de renforcer et de faire progresser les priorités, les besoins et les aspirations de nos membres.

1. Nous avons besoin de plus de collègues de toute urgence

Avec une pénurie mondiale de 50 millions d'enseignant·e·s dans l'enseignement de la petite enfance, primaire et secondaire, les gouvernements doivent reconnaître que nous sommes confronté·e·s à une grave crise de recrutement et de rétention. La réponse est simple : les gouvernements doivent s'engager à financer entièrement les systèmes d'enseignement public et à investir dans la profession enseignante.

Cela signifie garantir les droits sociaux et de bonnes conditions de travail, des charges de travail gérables et des salaires compétitifs. Cela signifie aussi valoriser les enseignant·e·s, les respecter, s'assurer qu'ils sont au cœur de la prise de décision. Les gouvernements devraient créer des commissions nationales sur le personnel enseignant, comme le demandent les recommandations des Nations Unies.

2. Nous appelons à une action immédiate sur les Recommandations des Nations Unies concernant la profession enseignante

Le Groupe de haut niveau des Nations Unies sur la profession enseignante a formulé un certain nombre de recommandations pour remédier à la pénurie mondiale d'enseignant·e·s. Le panel a appelé à une amélioration des salaires, des conditions de

LA FORCE DU PUBLIC:
ENSEMBLE
ON FAIT
ECOLE

travail et de la sécurité de l'emploi par le biais du dialogue social et de la négociation collective. L'Internationale de l'Éducation soutient pleinement ces recommandations et s'engage à en faire une réalité pour tous les systèmes scolaires à travers le monde.

3. La profession enseignante doit être au cœur de la prise de décision

Trop souvent, les changements dans l'éducation et les politiques concernant les enseignant·e·s sont effectués sans aucune implication de la profession enseignante. En s'engageant activement avec les syndicats d'enseignant·e·s par le biais d'un dialogue authentique et institutionnalisé, les gouvernements peuvent élaborer des politiques conçues en collaboration pour des systèmes éducatifs de qualité.

4. La relation enseignant·e-élève doit être reconnue et valorisée

La dimension relationnelle de l'enseignement et de l'apprentissage fait partie intégrante de l'avenir de la profession enseignante. La présence physique des enseignant·e·s prend une importance accrue dans un contexte de digitalisation croissante de la vie humaine et sociale. Le patrimoine éducatif développé tout au long de l'histoire dans le cadre de la relation enseignant·e-élève est un trésor précieux de l'humanité qui, en tant que tel, a besoin d'être apprécié, connu et reconnu. L'Internationale de l'Éducation appelle l'UNESCO à déclarer la relation enseignant·e-élève comme patrimoine mondial, en attirant l'attention sur sa nature unique, universelle et transversale, sur sa spécificité et sa pertinence pour garantir une éducation de qualité, inclusive et équitable, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tou·te·s.

5. La communauté internationale doit faire plus !

Dans un contexte de baisse de l'aide mondiale et d'aggravation de la crise de la dette, la communauté internationale et les institutions financières doivent aider les gouvernements à investir davantage dans les systèmes d'enseignement public et la profession enseignante, en particulier dans les situations d'urgence. Dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure, les contraintes budgétaires empêchent les gouvernements d'embaucher les enseignant·e·s dont le système éducatif a désespérément besoin. Les institutions financières internationales doivent reconnaître l'impact de leurs politiques sur le personnel éducatif et s'engager à contribuer à mettre fin à la pénurie.

L'internationale de l'Éducation (IE) est la Fédération syndicale mondiale qui réunit des organisations d'enseignant·e·s et d'autres employé·e·s de l'éducation du monde entier. **Grâce à ses 375 organisations membres, L'IE représente plus de 33 millions d'enseignant·e·s et de personnels de soutien à l'éducation dans 180 pays et territoires.**

headoffice@ei-ie.org
www.ei-ie.org